



LE RENDEZ-VOUS
CÔTE D'IVOIRE 2030
GROUPE CONSULTATIF
POUR LE FINANCEMENT DU PND 2026-2030



**MINISTÈRE DU PLAN
ET DU DÉVELOPPEMENT**



**GROUPE CONSULTATIF POUR
LE FINANCEMENT DU
PND 2026-2030**

08 - 09 JUILLET 2026

FICHE D'OPPORTUNITÉ D'INVESTISSEMENT

DÉFENSE

Développement d'une Base Industrielle et Technologique de
Défense (BITD)

 <p>DESCRIPTION DU SECTEUR</p>	<p>AMBITION DE LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE SECTEUR/DOMAIN</p> <p>La Côte d'Ivoire vise à renforcer sa souveraineté sécuritaire face aux menaces sahéliennes et à devenir un hub de sécurité en Afrique de l'Ouest. Le pays développe sa gestion des armes et munitions avec l'appui de l'ECOWAS et d'UNIDIR. L'ambition est de passer d'un modèle importateur à une capacité locale de maintenance, de production légère et de technologies duales civil-défense, en cohérence avec la stratégie de montée en gamme industrielle du pays.</p> <p>IMPORTANCE DU SECTEUR/DOMAIN DANS L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE</p> <p>En 2024, les dépenses militaires de la Côte d'Ivoire se sont élevées à 658,4 millions USD, représentant 3,66 % du budget de l'État et 20,37 % des dépenses publiques. Dans ce contexte, le développement d'une Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) constitue un levier stratégique pour renforcer la souveraineté nationale, réduire la dépendance aux importations d'équipements et stimuler la transformation économique. S'appuyant sur la plus importante base industrielle de l'UEMOA, notamment dans les secteurs de la métallurgie, de la mécanique, de l'électronique, de l'énergie, de la logistique et du BTP, la BITD contribuerait également à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement et à la création d'emplois qualifiés.</p> <p>PERFORMANCES / PALMARÈS DE LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE SECTEUR/DOMAIN AU NIVEAU ÉCONOMIQUE ET SOCIAL</p> <p>ÉCONOMIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance : PIB réel estimé à 6,1% en 2024, prévision 6,3% pour 2025-2026. • Stabilité macro : Inflation à 3,5% en 2024, déficit budgétaire réduit à 4% du PIB. • Position régionale : 1ère économie de l'UEMOA, 2ème d'Afrique de l'Ouest, 3ème des pays francophones d'Afrique. • Capital humain : Rang 113 sur le Human Capital Ranking en 2017, avec une main d'œuvre jeune et en expansion. <p>RAPPEL DE DOCUMENTS STRATÉGIQUES SECTORIELS</p> <ul style="list-style-type: none"> • PND 2021-2025 : Met l'accent sur la diversification industrielle, la transformation structurelle et la sécurité nationale. Le secteur défense n'est pas un axe isolé mais s'inscrit dans le renforcement des capacités régaliennes et l'industrialisation ; • La Loi de Programmation militaire (LPM 2021-2025 ; LPM 2026-2030 (en cours d'adoption) ; • Le Fonds de Prévoyance Militaire (FPM 2026-2030) ; • Politique de gestion des armes et munitions : Évaluation UNIDIR 2023 montre des progrès depuis 2016 mais des besoins de renforcement institutionnel et opérationnel et ; • Code des investissements 2018, modifié 2019 et 2024 : Cadre légal pour attirer les investissements productifs, y compris dans l'industrie.
 <p>LE POTENTIEL DU SECTEUR</p>	<p>DEMANDE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modernisation des FDS face au risque sécuritaire sahélien. • Besoins de maintenance des parcs véhicules, aviation, marine. • Marché civil-dual : drones, cybersécurité, communication, équipements de protection. • Export potentiel vers pays UEMOA/CEDEAO avec accords de coopération. <p>AVANTAGES COMPARATIFS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Position géographique : Hub portuaire d'Abidjan, aéroport international, corridor vers Sahel. • Base industrielle existante : Mécanique, électricité, BTP, raffinage. • Stabilité monétaire : Zone UEMOA, franc CFA arrimé à l'euro. • Volonté politique : Intérêt pour le contenu local et la création d'emplois qualifiés.



LES ATOUTS

CAPITAL HUMAIN

- Les FACI disposent en leur sein d'ingénieurs de haut niveau domaines stratégiques liés à la maintenance, aux technologies, à la logistique et aux systèmes de défense. Cette dynamique traduit la volonté des autorités d'investir durablement dans le potentiel humain des FACI afin de consolider une armée professionnelle et de métier.

NOMBRE D'EMPLOIS ATTENDUS

Pas de données officielles spécifiques. Par comparaison, une usine de maintenance et assemblage légère génère 200-500 emplois directs, et 2-3 fois plus en indirect. Une BITD structurée pourrait viser 2 000-5 000 emplois qualifiés à 5-7 ans, plus formation technique.

CADRE RÉGLEMENTAIRE / INSTITUTIONS PUBLIQUES

- Code des investissements 2018 : Régime de déclaration et régime d'agrément avec avantages fiscaux et douaniers.
- Secteurs exclus : Commerce, banques, professions libérales, bâtiment non industriel. L'industrie de défense relève de la catégorie 2.
- Ordonnance 2024-857 : Modification récente du code.
- Gestion armes : Cadre national renforcé avec la Commission nationale de lutte contre la prolifération des ALPC

ÉLIGIBILITÉ AU CODE DES INVESTISSEMENTS

La Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) fait partir des projets structurants à forte valeur ajoutée peut par conséquent bénéficier d'avantages additionnels après signature d'une convention spécifique avec l'État, notamment en matière fiscale, douanière et foncière.

INCITATIONS FISCALES À L'INVESTISSEMENT

- Régime d'agrément : Exonération droits de douane sur équipements, matières premières. Exonération TVA à l'import et localement sur investissements agrées.
- Impôt : Exonération partielle ou totale d'IS, patente, contribution foncière pendant 5-15 ans selon zone et secteur.
- Garanties : Stabilité des avantages, liberté de transfert des capitaux et dividendes, accès aux devises sans restriction.

DISPONIBILITÉ DE LA QUALITÉ DE MAIN D'ŒUVRE ET D'INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN AU SECTEUR

- Main d'œuvre : Disponibilité de techniciens en mécanique, automatisme, électricité, BTP. Besoin de formation en ingénierie de défense, cybersécurité. Partenariats INP-HB, écoles techniques.
- Infrastructures : Port autonome d'Abidjan, zone industrielle de Yopougon, PK24, réseau routier vers le nord. Énergie disponible mais coût élevé.
- Zones aménagées : L'État facilite l'accès aux zones industrielles aménagées.

LIEN AVEC LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT (INVESTISSEMENT VERT)

La BITD doit intégrer les normes environnementales : gestion des déchets dangereux, démilitarisation, dépollution des sites. Le code des investissements exige des investissements socialement responsables. Opportunités dans les technologies vertes duales : énergie solaire pour bases, véhicules électriques militaires légers.

INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

- Classement Doing Business 2020 : 110ème sur 190.
- Risques : Corruption élevée dans le secteur défense, score 25/100, opacité des marchés publics.
- Atouts : Stabilité politique relative, croissance soutenue, intégration régionale CEDEAO/UEMOA.

 <p>LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENTS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenance MCO (Maintien en Condition Opérationnelle) : Véhicules blindés, hélicoptères, vedettes ; • Production légère : Munitions de petit calibre, équipements de protection, uniformes, drones civils/militaires ; • Production de matériel de communication tactique sécurisé : Cybersécurité, communication sécurisée, surveillance ; • Formation et simulation : Centres de formation technique, simulateurs ; • Production des HCCA (habillement, couchage, campement, ameublement) des FACI et ; • Construction et équipement d'un centre d'essais et d'analyses du matériel militaire. • Construction et équipement l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme (phase 2)
 <p>LES ACTEURS CLÉS DU SECTEUR</p>	<p>SECTEUR PUBLIC État : Ministère de la Défense, Ministère de l'Économie et des Finances, CEPICI. Industrie locale : Entreprises BTP, mécanique, électronique existante dans le top 500.</p> <p>SECTEUR PRIVÉ Partenaires internationaux : France, Turquie, Chine, Israël pour transfert technologique.</p> <p>COMMUNAUTÉ Organisations : ECOWAS, UNIDIR pour la gestion des armes.</p>
 <p>LES RÉGIONS CONCERNÉES</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Abidjan : Siège industriel, port, aéroport, main d'œuvre qualifiée. • Yamoussoukro : Zone industrielle en développement. • Nord : Proximité des zones de sécurité, bases militaires existantes. Zones A, B, C définies par le CEPICI pour les avantages.
 <p>QUELQUES LIENS UTILES</p>	<ul style="list-style-type: none"> • CEPICI – Code des investissements et procédures : http://cepici.ci • Portail Économie Ivoirienne : http://economie-ivoirienne.ci • SIPRI Military Expenditure Database : http://sipri.org • UNIDIR – WAM Côte d'Ivoire 2025 : http://unidir.org • Direction du Trésor français – Note Côte d'Ivoire déc. 2024 : http://wathi.org